Madame la Députée, Monsieur le Député,

Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur,

Face à la pandémie de covid-19 qui ravage notre pays, le Président de la République a déclaré la guerre. Il a pris des mesures importantes, indispensables à la santé de nos concitoyens et demandé au gouvernement et au parlement de prendre des dispositions inédites de soutien à nos salariés et à nos entreprises.

Nous en sommes, à tous, reconnaissants, cafetiers, hôteliers, restaurateurs, traiteurs organisateurs de réception, discothécaires...

Il a aussi appelé à la solidarité nationale et nos professionnels ont répondu présents. Les hôteliers se manifestent chaque jour pour héberger les sans-abris ou le personnel soignant mobilisé dans le combat contre le virus, sans même qu’il soit fait besoin d’une réquisition. Les restaurateurs multiplient les initiatives de soutien en cuisinant et en alimentant les professionnels qui sont au front.

Nos bailleurs, nos banquiers, nos fournisseurs, tous se mobilisent aussi pour nous venir en aide et marquer leur solidarité.

**Tous, sauf les assureurs qui se retranchent de façon indécente derrière le silence de la loi qui à ce jour ne reconnaitrait pas la crise sanitaire que nous affrontons comme une catastrophe naturelle de nature à ouvrir la garantie de nos pertes d’exploitation. C’est inacceptable ! C’est indécent !**

Pire, ils font aujourd’hui preuve de cynisme en osant prétendre faire un geste à notre attention en proposant de conserver en garantie les contrats de nos entreprises en difficultés qui ne seraient pas à jour de leur cotisation ! et en déclarant vouloir verser 200 millions d’euros au Fonds National de Solidarité : une somme dérisoire au regard de l’ampleur du préjudice subi par nos entreprises et notre économie et des profits qu’ils dégagent !

Nous, professionnels, dénonçons tous vigoureusement cette attitude. En une semaine, la pétition, [« Sauvons nos restaurants et producteurs ! »](https://www.change.org/p/bruno-le-maire-sauvons-nos-restaurants-et-producteurs?recruiter=1053568846&utm_source=share_for_starters_page&utm_medium=abi_gmail&utm_campaign=address_book&recruited_by_id=d265a0d0-6866-11ea-bb25-55e1bede40b3), lancée par le chef Stéphane Jégo, a recueilli plus de 70 000 signatures.

Madame la Députée, Monsieur le Député, Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur, vous pouvez intervenir ! Vous pouvez faire changer d’attitude les assureurs et les obliger à indemniser nos entreprises en inscrivant dans la loi que l’État d’urgence sanitaire que vous avez déjà votée est officiellement constitutif d’une catastrophe naturelle. C’est notre demande à tous !

Je vous le demande respectueusement en mon nom, celui de mes salariés et au nom de la solidarité nationale à laquelle le Président de la République nous a tous appelé.

Je vous prie d'agréer, Madame la Députée, Monsieur le Député, Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur l’expression de mes salutations distinguées.

Signature du professionnel.